



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

**Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles**

**Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement**

Réf : DCPI-BICPE/IG

**Arrêté préfectoral imposant à la Société
ARCELORMITTAL ATLANTIQUE et LORRAINE des
prescriptions complémentaires modifiant l'arrêté
préfectoral du 19 février 2015 de son établissement
site du Puythouck situé à MARDYCK**

**Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais - Picardie
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles R512-39-1 et suivants et l'article R.512-31 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 février 2015 imposant à la Société ARCELORMITTAL ATLANTIQUE et LORRAINE - siège social : Immeuble Le Cézanne 6, rue André Campra 93200 SAINT-DENIS des prescriptions complémentaires pour la réhabilitation de son site du Puythouck situé sur la commune de MARDYCK au lieu-dit "Les Cent Mesures" ;

Vu le rapport du 4 février 2016 du directeur régional de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le courrier de l'exploitant du 18 mars 2016 et reçu le 22 mars 2016 par lequel la société ARCELORMITTAL ATLANTIQUE et LORRAINE fait part à l'inspection des installations classées de ses observations et propositions sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui lui a été transmis par courrier du 8 mars 2016 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 22 mars 2016 ;

Considérant que l'usage futur du site est un usage de type industriel ;

Considérant qu'il est nécessaire de réhabiliter le site afin de le rendre l'état compatible avec l'usage futur envisagé ;

Considérant que le mot « éliminés » employé à l'avant-dernier paragraphe de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2015 est employé au sens commun du terme et qu'il vise à désigner les opérations de retrait et d'évacuation des déchets dans des filières ad hoc (de recyclage/valorisation et/ou d'élimination) sans pour autant imposer systématiquement leur mise en décharge ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier ledit paragraphe afin de lever toute ambiguïté dans son interprétation ;

Considérant que les éléments apportés par la société ARCELORMITTAL par courrier du 18 mars 2016 ne sont pas assortis des précisions suffisantes permettant d'en apprécier le bien-fondé ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2015 est remplacé par l'article 2 du présent arrêté à compter de la signature de celui-ci.

Article 2 - Gestion et évacuation des déchets

Aucun nouveau coproduit ou déchet n'est admis sur le site du Puythouck à compter de la date de notification du présent arrêté.

Tous les déchets (coproduits, laitiers sidérurgiques...) du site du Puythouck sont évacués pour le 1^{er} janvier 2017 au plus tard, hors ceux utilisés pour l'aménagement du site, conformément à l'article 7.

Afin d'attester de l'évacuation des déchets, l'exploitant respecte les échéances ci-après :

Quantité maximale de déchets présente sur site	Date limite
200 000T	1er janvier 2016
100 000 T	1er juillet 2016
0 T	1er janvier 2017

L'exploitant communique à l'inspection des installations classées les éléments attestant de la réalisation de chacune des étapes précédentes dès leur disponibilité.

L'exploitant informe régulièrement l'inspection de l'évacuation des déchets a minima tous les trois mois. Un mois avant l'achèvement de l'évacuation finale des déchets, l'exploitant en informe le Préfet et l'Inspection des installations classées.

Tous les déchets, y compris ceux générés dans le cadre des travaux de réhabilitation, sont évacués dans des filières dûment autorisées. L'évacuation des déchets fait l'objet d'un registre où sont indiqués la nature, la quantité de déchets, la date d'enlèvement et la destination.

Ce registre est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Article 3 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement.

Article 4 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou l'affichage de cette décision.

Article 5 : Exécution et notification

Le Secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maires de DUNKERQUE et de MARDYCK,
- Directeur régional de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé aux mairies de DUNKERQUE et MARDYCK et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché aux mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires,
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant, ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr rubrique ICPE – Autre ICPE : agricoles, industrielles, etc – prescriptions complémentaires).

Fait à Lille, le 26 MAI 2016

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint,



Olivier GINEZ







Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Affaire suivie par Isabelle GELLY

Tél. : 03.20.30.54.62
Fax : 03.20.30.53.71

pref-environnement-prefecture-du-
nord@nord.gouv.fr

Lille, le 30 MAI 2016

Lettre recommandée avec A.R.

Monsieur le Directeur,

Je vous adresse, sous ce pli, copie de l'arrêté préfectoral du 26 mai 2016 vous imposant des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de votre établissement situé à MARDYCK.

Je vous serais obligé de bien vouloir me retourner, aussitôt que possible, daté et signé, l'accusé de réception ci-joint.

Je prends également acte du porter à connaissance de modification de l'installation que vous avez adressé à l'inspection des installations classées par courrier en date du 18 mars 2016.

Ainsi, ce porter à connaissance doit nécessairement être regardé comme effectué au titre de l'article R.512-33 du code de l'environnement. Mais en l'état, ce document n'apporte pas d'informations suffisamment précises concernant la stratégie retenue par votre société sur la remise en état du site du Puythouck.

C'est pourquoi mes services prendront contact avec votre société prochainement à ce sujet dans le cadre de l'instruction de la demande de modification.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de ma vive considération.

Pour le préfet et par délégation,

Pour le préfet
P/Le coord. de bureau
L'attaché délégué

Christian DELANNOY

ARCELORMITAL ATLANTIQUE et LORRAINE
Immeuble Le Cézanne
6, rue André Campra
93200 SAINT DENIS

Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent que vous pouvez exercer en vous adressant à la préfecture du Nord.

12, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59039 LILLE CEDEX
Tél. : 03.20.30.59.59 - Fax : 03.20.57.08.02 -
Horaires d'ouverture et modalités d'accueil disponibles sur le site : www.nord.gouv.fr

